

Je ferai tout d'abord observer que l'importance et les pouvoirs du gouvernement fédéral en font le principal responsable de la dette énorme qui s'est accumulée au Canada. Là-dessus il n'y a aucun doute. Mes amis, les députés du Parti Crédit Social du Canada, ont proposé une solution et un principe qui, à leur avis, devraient permettre de remédier à ce problème bien particulier. Ce n'est pas sur ce dernier aspect que je m'étendrai, mais plutôt sur l'accroissement énorme de la dette nationale qui coûte aux contribuables canadiens des milliards de dollars d'intérêts, bon an mal an.

L'année dernière, le Canada a été le plus gros emprunteur sur le marché international, avec un emprunt d'environ 9.2 milliards de dollars. Par ailleurs, le Canada a absorbé environ 16 p. 100 de la totalité des fonds empruntés sur le marché financier mondial. Après lui, la nation qui a emprunté le plus est le Brésil, avec un emprunt de 3.4 milliards de dollars. La plus grosse partie de l'emprunt étranger canadien a été faite sous forme d'émission de nouvelles obligations garanties par les gouvernements canadiens et leurs agences. Comme l'a signalé le député de York-Simcoe (M. Stevens), le gouvernement fédéral oblige effectivement les provinces et les sociétés à recourir au marché étranger car il absorbe littéralement tous les capitaux disponibles autour de lui pour combler son déficit de fonctionnement.

Nous devons nous demander ce qui est à l'origine de ce besoin d'emprunter. Ce ne sont sûrement pas des dépenses normales. En effet, si tous les gouvernements avaient dépensé à un rythme normal, nous n'aurions certainement pas accumulé un tel déficit. Nous, Canadiens, sommes parmi les plus imposés du monde et même alors nos recettes fiscales ne suffiraient pas. Il est bon de mentionner également, je pense, que le Canada est peut-être le pays où le gouvernement est le plus gonflé du monde. C'est pour cette raison que les gouvernements ont mis en œuvre des programmes de dépenses mal planifiés, exorbitants et inefficaces, et ont contracté des engagements financiers sans effectuer la moindre analyse de rentabilité et sans avoir la moindre idée des répercussions qu'auraient à long terme ces programmes sur le plan financier ou sur celui de l'efficacité.

Il existe au Canada une tendance croissante à l'ingérence gouvernementale directe. Nous nous en remettons chaque jour un peu plus au gouvernement pour résoudre nos problèmes économiques, sociaux ou autres; à bien des égards, cette situation est regrettable pour les Canadiens car il y a une foule de gens très compétents et spécialisés dans le secteur privé, et chez les simples particuliers, qui pourraient répondre aux besoins quotidiens. Par exemple, dans le domaine de la création d'emploi, le secteur privé, grâce à des stimulants et à des politiques fiscales appropriées, pourrait grandement contribuer à encourager la productivité et l'emploi, mais le gouvernement semble continuellement vouloir se lancer dans des programmes de création directe d'emploi.

Dette gouvernementale

A l'heure actuelle, l'industrie est excessivement réglementée. Nous dépensons de l'argent à des fins futiles comme la conversion au système métrique et la télévision des débats de la Chambre. Ce sont des questions auxquelles nous devrions réfléchir à deux fois, et nous pourrions alors restreindre nos engagements de dépenses. A cet égard, je veux consigner au compte rendu un article qui a été publié dans le *Citizen* d'Ottawa. L'auteur est un monsieur Douglas Fullerton qui a été un sympathisant notoire du parti libéral par le passé. L'article s'intitule «Cher Pierre» et on y lit ceci:

La plupart de vos programmes, nouveaux ou élargis, ont été concoctés par un groupe de vos collègues, l'aile «libérale» ou prodigue, qu'on pourrait peut-être mieux qualifier de «marins en bordée». Avec votre appui, leurs plans se sont imposés au cabinet et au caucus en dépit des doutes manifestés par des ministres et des députés plus prudents.

L'article poursuit:

Évidemment, il ne faut pas vous reprocher toutes vos largesses—vous y avez été incité par les plus grands dépensiers de la Chambre, conduits par le NPD.

Je pense que ces quelques phrases résument assez bien la mentalité du gouvernement actuel. Et ce n'est pas fini. Par exemple, si l'on considère la nouvelle loi sur les transports, nous constatons, encore une fois, qu'un grand nombre de pouvoirs échoueront au ministre des Transports. Ce serait acceptable s'il existait une certaine stabilité du côté des banquettes ministérielles, mais le jeu de la chaise musicale auquel se livrent ministres et bureaucrates va amener beaucoup d'incertitude dans le domaine des transports. Si la loi est appliquée selon les caprices des politiciens et des bureaucrates, je doute fort que notre pays puisse bénéficier de bons services de transport ou encore que ce soit la fin des fiascos comme celui de Pickering, du gouffre de 46.5 millions de Mirabel, gouffre qu'il faudra encore combler cette année, ou que l'on abandonne l'idée du paiement par l'usager, surtout en ce qui concerne l'aéroport de Calgary. Ce seront les usagers qui feront les frais de ces entreprises coûteuses c'est-à-dire les usagers des services aériens.

Le gouvernement n'a pas su jouer son rôle en ce qui concerne l'inflation et les dépenses publiques. Ce qui se passe, c'est que la mise en œuvre de ces programmes donne naissance à des bureaucraties. Les bureaucraties deviennent immuables, elles ne cessent de grandir et on les nourrit constamment de nouveaux moyens et de nouveaux programmes coûteux. Il arrive souvent qu'à la longue, les objectifs du début soient oubliés. Mais l'argent ne cesse d'arriver. Notre régime de taxation progressif est tel qu'il permet au gouvernement d'empocher de nouvelles sommes grâce aux hausses salariales et à l'aggravation de l'inflation. Nous savons tous combien il est difficile, politiquement parlant, d'abandonner un programme. Information Canada et la Compagnie des jeunes Canadiens en sont deux exemples récents. Il est très difficile de se défaire d'un programme et à mon avis, la Chambre doit être très circonspecte dans l'approbation de mesures et de programmes spéciaux.